

Pour obtenir une interview ou plus d'information, veuillez contacter :
Neil Sorensen au 33 641 668 648 ou neil_sorensen@yahoo.com
Michelle Geis au +1 301 280 5712 ou mgeis@burnesscommunications.com

NE PAS PUBLIER AVANT LE 28 MARS 2012 À 12 HEURES UK/11 HEURES AM GMT

Note de l'éditeur : Pour accéder au rapport complet, aux vidéos, au matériel de presse, aux images et aux autres informations contextuelles, veuillez visiter la salle de presse en ligne :
<http://ccafs.cgiar.org/commission/press-room>.

Des scientifiques internationaux définissent une approche unifiée de lutte contre l'insécurité alimentaire

Le rapport propose une feuille de route pour guider l'action des dirigeants mondiaux en faveur de la création d'un système alimentaire durable

LONDRES (28 mars 2012) — Près d'un milliard de personnes sont sous-alimentées dans le monde, alors que des millions d'autres sont atteintes de maladies chroniques dues à une consommation alimentaire excessive. Malgré l'accroissement de la demande mondiale de produits agricoles et la hausse des prix alimentaires, environ un tiers des aliments produits pour la consommation humaine est perdu ou gaspillé. Le changement climatique menace d'accroître la fréquence des sécheresses, inondations et attaques d'organismes nuisibles, et le monde perd 12 millions d'hectares de terres agricoles chaque année à cause de la dégradation des sols. Le déboisement et des pratiques inefficaces font de l'agriculture la principale source de pollution par émission de gaz à effet de serre sur la planète.

Pour trouver une solution à cette situation alarmante, une commission indépendante d'éminents scientifiques issus de 13 pays a rendu public aujourd'hui un ensemble détaillé de recommandations destinées aux décideurs politiques et portant sur la manière d'atteindre la sécurité alimentaire dans le cadre du changement climatique. Dans son rapport, la Commission sur l'agriculture durable et le changement climatique propose des réponses politiques spécifiques au défi international d'alimenter un monde confronté au changement climatique, à la croissance démographique, à la pauvreté, à la flambée des prix alimentaires, et à la dégradation des écosystèmes. Le rapport met en évidence des opportunités spécifiques dans le cadre des mandats du Sommet de la Terre Rio+20, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et du Groupe des 20 (G20).

« L'insécurité alimentaire et le changement climatique nuisent déjà au bien-être humain et à la croissance économique dans le monde entier, et ces problèmes ne feront que s'aggraver, déclare Sir John Beddington, président de la Commission. Des mesures politiques décisives sont nécessaires si nous voulons préserver la capacité de la planète à produire suffisamment de nourriture à l'avenir. » Le rapport a été diffusé lors de la Conférence « Planète sous pression », dans le cadre de laquelle des scientifiques du monde entier recherchent des solutions aux défis mondiaux de la durabilité en vue du Sommet de Rio, qui se tiendra du 20 au 22 juin au Brésil.

Faire de la sécurité alimentaire mondiale et de la stabilisation climatique une réalité

La Commission a formulé sept recommandations conçues pour être mises en œuvre simultanément par un vaste ensemble de gouvernements, institutions internationales, investisseurs, producteurs agricoles, consommateurs, entreprises agroalimentaires et chercheurs. Elles appellent des changements dans les politiques, la finance, l'agriculture, l'aide au développement, les choix alimentaires et le gaspillage de nourriture, ainsi qu'une redynamisation des investissements dans les systèmes de connaissance pour soutenir ces changements.

Selon le professeur Judi Wakhungu, directrice générale du Centre africain pour les études technologiques (ACTS), « en tant que Commission, nous étions chargés de compiler le meilleur des connaissances scientifiques et des solutions pratiques accumulées dans les récents rapports d'évaluation de la sécurité alimentaire et du changement climatique. Ensemble, nous en avons soigneusement dégagé les sept principales manières dont les décideurs politiques peuvent faire de la sécurité alimentaire et de la stabilisation climatique une réalité ».

Les recommandations de la Commission encouragent une élévation sensible du niveau d'investissement mondial dans l'agriculture durable et les systèmes alimentaires au cours de la prochaine décennie ; une intensification durable de la production agricole sur la base des terres existantes tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre ; et une réduction des pertes et gaspillages dans le système alimentaire. « Il est grand temps de réaliser que les exploitations agricoles de toutes tailles du monde entier sont fondamentales pour la nutrition humaine et le bien-être économique, mais qu'elles sont également confrontées à des choix critiques, ayant des conséquences significatives sur la façon dont nous gérons la planète en vue d'une autosuffisance à long terme », avertit le professeur Molly Jahn de l'Université de Wisconsin-Madison, membre américaine de la Commission.

Mobiliser la science et les politiques pour des pratiques agricoles durables

Les pratiques agricoles alternatives présentent des avantages à la fois pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. La Commission a donc exhorté la CCNUCC à mettre en place un programme de travail pour aborder simultanément ces questions dans le cadre de son Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA). « Sans un programme de travail SBSTA intégré pour l'agriculture, on risque d'élaborer des politiques climatiques mondiales fragmentées, souligne le vice-président de la Commission, le Dr Mohammed Asaduzzaman, directeur de recherche à l'Institut d'études sur le développement du Bangladesh. Des pays comme le Bangladesh ont clairement besoin de soutien pour développer une agriculture résiliente au changement climatique, mais il nous faut également un sérieux engagement international en faveur de la réduction des gaz à effet de serre, y compris dans le secteur agricole. » L'élévation du niveau de la mer menace de vastes zones du Bangladesh, qui connaît déjà d'importantes migrations environnementales.

Le rapport de la Commission cite des preuves récentes montrant qu'en comblant l'écart entre les rendements potentiels et réels de 16 grandes cultures, la productivité peut augmenter de plus de 50 %. « Pour produire suffisamment de nourriture pour notre population en rapide expansion, un investissement nettement plus important est indispensable pour pouvoir augmenter radicalement les rendements agricoles maintenant et à long terme, déclare le Dr Nguyen Van Bo, membre de la Commission et président de l'Académie vietnamienne des sciences agricoles. Au Vietnam, nous avons mis en place des programmes modèles pour améliorer la productivité et la qualité du riz, réduire les émissions de gaz à effet de serre et augmenter les revenus des agriculteurs. »

Intensifier de façon durable la production agricole sur les terres existantes, tout en réduisant l'émission des gaz à effets de serre par l'agriculture, est l'une des sept recommandations de la Commission. « Nous avons enregistré des succès impressionnants dans l'accroissement durable de la production agricole, mais il reste encore beaucoup à faire, note le Dr Carlos Nobre du ministère brésilien de la Science, de la Technologie et de l'Innovation, membre de la Commission. Au cours des sept dernières années, le Brésil a réalisé des avancées dans la lutte contre la pauvreté tout en protégeant les forêts tropicales, mais si nous ne faisons pas progresser la science et la pratique de l'intensification durable, nos forêts et nos économies agricoles seront menacées. »

En Chine, près de 400 kilos d'engrais chimiques sont utilisés pour chaque hectare de cultures. « Nous avons une possibilité et un plan pour stopper les émissions non nécessaires de gaz à

effet de serre produites par des pratiques agricoles inefficaces, signale le professeur Lin Erda, membre de la Commission et directeur du Centre de recherche sur l'agriculture et le changement climatique de l'Académie chinoise des sciences agricoles. Nous avons des politiques et des budgets publics en faveur des cultures à faible émission de gaz à effet de serre et de la conservation des sols, de l'eau et de l'énergie. »

Au Mexique, l'agriculture représente 77 % de la consommation de l'eau à des fins domestiques, en partie à cause de la subvention substantielle des tarifs de l'eau et de l'électricité utilisées pour l'irrigation. « Nous devons rediriger les subventions publiques vers la promotion des pratiques agricoles saines du point de vue économique et environnemental, qui préservent les ressources naturelles non renouvelables », commente le Dr Adrian Fernández de l'Université métropolitaine autonome du Mexique, membre de la Commission.

Une approche exhaustive de restructuration des systèmes alimentaires

En plus des aspects liés à l'agriculture, les recommandations de la Commission reconnaissent explicitement l'importance de la « dimension de la demande » dans l'insécurité alimentaire. « Si nous ne commençons pas à utiliser les outils à notre disposition pour encourager des choix alimentaires bons pour les gens et la planète, nous devons nous résigner à subir le poids croissant des maladies liées à l'alimentation », avertit le Dr Marion Guillou, présidente de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) de la France et membre de la Commission.

La Commission plaide également pour des politiques et programmes explicitement conçus pour autonomiser les populations vulnérables. « Le fait de donner aux petits exploitants agricoles la possibilité d'investir dans la capacité productive de leurs terres s'est avéré porteur de résilience économique et environnementale, rapporte le Professeur Tekalign Mamo, membre de la Commission, ministre d'État et conseiller du ministère de l'Agriculture éthiopien. Nous devons nous appuyer sur ce que nous avons appris en étendant ce type de programmes, sans quoi les communautés resteront captives du cercle vicieux de la baisse de productivité, de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. »

« La récente législation mise en place en Inde a montré que les programmes de lutte contre la pauvreté peuvent aussi prendre en compte des objectifs de durabilité environnementale, constate le Dr Rita Sharma, secrétaire du Conseil consultatif national de l'Inde et membre de la Commission. La loi nationale de garantie de l'emploi en zones rurales Mahatma Gandhi, de 2006, aide les agriculteurs et les foyers ruraux à gérer les risques, tout en améliorant la résilience au changement climatique et en atténuant ses effets à travers des projets qui rechargent les nappes phréatiques, améliorent la fertilité des sols et augmentent la biomasse. »

Le besoin d'informations améliorées et d'aide à la décision pour les gestionnaires des terres et les décideurs politiques est souligné par la Commission. « Une production alimentaire intelligente et durable exige de mettre à jour nos connaissances dans les domaines de l'eau, des sols, de l'énergie, de la météorologie, des émissions, de la production agricole et des forêts, ainsi que de comprendre comment ces éléments fonctionnent ensemble en tant que système, souligne le Dr Megan Clark, membre australien de la Commission et directrice générale de l'Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO). En Australie, des chercheurs, agriculteurs et gestionnaires de données travaillent ensemble à construire une capacité intégrée pour mieux gérer les inévitables arbitrages qui font partie de nos décisions. »

Des mesures décisives pour garantir un espace de fonctionnement sécurisé aux générations actuelles et futures

Le rapport de la Commission brosse un sombre tableau des défis à venir et appelle à élever sensiblement le niveau de l'investissement mondial dans l'agriculture durable et les systèmes alimentaires au cours de la prochaine décennie. Par exemple, elle exhorte à donner plus

fortement suite aux engagements pris en 2009 au G8 d'Aquila, qui prévoyaient d'investir 20 milliards de dollars EU en faveur du développement agricole dans les pays pauvres. Elle incite également à incorporer les programmes de sécurité alimentaire et d'agriculture durable au fonds « Fast Start » de la CCNUCC. À côté de cela, elle fournit également des exemples de progrès importants, en mentionnant des investissements majeurs tels que le Fonds d'adaptation du Protocole de Kyoto et les 5,3 millions d'euros du Projet d'agriculture intelligente par rapport au climat au Malawi, au Vietnam et en Zambie, financé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et la Commission européenne.

Le rapport signale tout au long de la chaîne logistique alimentaire des opportunités de protection à la fois de l'environnement et des profits. « De nombreux dirigeants des secteurs public et privé ont déjà pris des mesures pour surmonter les barrières techniques, sociales, financières et politiques à la réalisation d'un système alimentaire durable, précise le Dr Bruce Campbell, directeur du Programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire, qui a convoqué la Commission en février 2011. Le travail de la Commission expose clairement qui doit faire quoi pour faire monter en puissance ces premiers efforts. »

Le rapport encourage la poursuite des progrès accomplis par le G20 au niveau des accords de 2011, y compris l'élaboration d'une réponse rapide et de stratégies d'assurance pour protéger les populations très pauvres contre la hausse des prix alimentaires ou de faibles récoltes, ainsi que l'amélioration de la transparence du marché grâce à une nouvelle base de données sur l'agriculture et l'énergie. Au Sommet de la Terre Rio+20, les membres de la Commission ont exhorté les États à prendre des engagements financiers en faveur de la recherche, la mise en œuvre, le renforcement des capacités et le suivi effectués au niveau régional, afin d'améliorer l'agriculture et les systèmes alimentaires. Le rapport met également en exergue les accords mondiaux, tels que les traités commerciaux de l'Organisation mondiale du commerce, et les initiatives comme l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Il souligne enfin le rôle fondamental des agriculteurs et des industries agroalimentaires.

La Commission a produit une vidéo d'animation montrant pourquoi et comment l'humanité doit modifier la façon dont les denrées alimentaires sont produites, distribuées et consommées, pour faire face à l'évolution du climat, de la population mondiale, des tendances alimentaires et de l'environnement. « Pour fonctionner au sein d'un 'espace sécurisé' pour la population et la planète, nous devons équilibrer la quantité de nourriture que nous produisons, le volume de ce que nous consommons et gaspillons, et le degré auquel l'agriculture contribue au changement climatique futur », explique le professeur sud-africain Bob Scholes du Conseil de la recherche scientifique et industrielle (CSIR), membre de la Commission. La Commission présentera la vidéo décrivant l'intersection de ces limites lors de la Conférence « Planète sous pression » : <http://bit.ly/SafeSpaceClimateFood>

La liste complète des membres de la Commission, le rapport final, ainsi que des informations complémentaires sur le contexte, des faits et des images sont disponibles sur : <http://ccaafs.cgiar.org/commission>

###

La **Commission sur l'agriculture durable et le changement climatique** est une initiative du Programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (www.ccaafs.cgiar.org), bénéficiant du soutien supplémentaire de la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural. La Commission rassemble d'éminents scientifiques, spécialistes des sciences naturelles et sociales, actifs dans les domaines de l'agriculture, du climat, de l'alimentation et nutrition, de l'économie, et des ressources naturelles. Ils sont issus d'Afrique du Sud, Australie, Bangladesh, Brésil, Chine, États-Unis, Éthiopie, France, Inde, Kenya, Mexique, Royaume-Uni et Vietnam et ont pour objectif d'identifier les changements

dans les politiques et les actions nécessaires dès aujourd'hui pour aider le monde à atteindre une agriculture durable contribuant à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté, et participant à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets.

Principales mesures recommandées par la Commission (les détails complets sont fournis dans le Rapport final)

1. Intégrer la sécurité alimentaire et l'agriculture durable dans les politiques mondiales et nationales
2. Accroître sensiblement le niveau de l'investissement mondial dans l'agriculture durable et les systèmes alimentaires au cours de la prochaine décennie
3. Intensifier de façon durable la production agricole tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et les autres impacts de l'agriculture nocifs pour l'environnement
4. Cibler les populations et les secteurs les plus vulnérables au changement climatique et à l'insécurité alimentaire
5. Restructurer l'accès à l'alimentation et les tendances de consommation pour garantir que les besoins nutritionnels de base soient couverts et pour promouvoir des habitudes alimentaires saines et durables dans le monde entier
6. Réduire les pertes et les gaspillages dans les systèmes alimentaires, en particulier celles dues à l'infrastructure, aux pratiques agricoles, au traitement, à la distribution et aux habitudes des ménages
7. Créer des systèmes d'information complets, partagés et intégrés qui englobent les dimensions humaines et écologiques